

- seule la version orale du discours fait foi

Définir les fondamentaux, puis avancer avec pragmatisme et détermination

par Kevin Grangier, secrétaire général UDC Vaud

Mesdames, Messieurs, Monsieur le Président,

Depuis une quinzaine d'années, l'UDC a fortement progressé dans le canton de Vaud. Traditionnellement ancré dans l'arrière-pays vaudois et avoisinant les 10% de part électorale aux élections fédérales, l'UDC a doublé son électorat et créé près de 40 sections locales entre l'an 2000 et aujourd'hui. Enfin, depuis l'élection de Guy Parmelin au Conseil fédéral, l'UDC Vaud est représentée au sommet du pouvoir exécutif de notre pays.

Forte de sa progression et de l'extension de son réseau local, l'UDC doit retrousser ses manches à la veille des élections cantonales en prenant le temps de faire son *Aggiornamento*. De parti politique dont l'action tournait quasi exclusivement autour de l'agriculture et de l'artisanat, l'UDC a profondément mué en une génération sans rien renier de son héritage PAI. Pressée par la nécessité de rattraper son retard en matière d'implantation locale et celle de convaincre des citoyennes et citoyens de se présenter sous nos couleurs, l'UDC Vaud n'a pas eu d'autre choix que de s'inspirer ailleurs – en Suisse allemande – pour développer son action politique ou accepter de reprendre à son compte ce qui a été pensé et réfléchi par d'autres.

Le présent *Document de référence politique* est garanti 100% AOC vaudoise. Il marque le tournant fondamental que la nouvelle direction du parti a souhaité en imprimant une ligne vaudoise à l'UDC de notre canton. Tout en étant en adéquation avec les principes du programme politique de l'UDC Suisse, le *Document de référence politique* a pour but d'évoquer nos principes fondamentaux – souverainisme, libéralisme, fédéralisme – avec l'accent de chez nous.

Ce document doit être lu comme étant un ensemble cohérent, philosophiquement et politiquement parlant. Soucieux de préserver notre modèle économique et politique, l'UDC entend favoriser une politique nataliste plutôt qu'immigrationniste afin de préserver l'identité et la tradition suisse. Les familles suisses doivent donc être soutenues, fiscalement par des incitations conséquentes, professionnellement par la flexibilisation des horaires de travail et le télétravail. Cette dernière idée est d'ailleurs une réponse gratuite et immédiate à la saturation de nos infrastructures car elle diminue le nombre de véhicules en déplacement et tend à répartir le flux tout au long de la journée plutôt que de le concentrer aux heures de pointe.

Notre parti veut aussi encourager les jeunes à l'entrepreneuriat et à sortir de la logique salariat/assistantat qui est une logique avant tout industrielle alors que la Suisse est devenue un pays de services. L'entrepreneuriat conduit à l'indépendance et donc à la responsabilité. L'indépendance conduit aussi à la flexibilisation de ses horaires de travail et de l'âge de la retraite. Elle permet également d'harmoniser vie familiale et professionnelle.

En matière de sécurité, l'UDC met le doigt sur l'incapacité des autorités à pouvoir faire face avec crédibilité à une crise majeure. Que faire en cas de black-out total durant toute une semaine ? Les forces de police seront dépassées après quelques heures et l'armée devra d'abord mobiliser une troupe dont les soldats seront immobilisés par le black-out. L'UDC Vaud suggère donc d'augmenter les troupes en service long afin d'avoir constamment une

réserve stratégique suffisamment dotée en ressources humaines et qui peut intervenir immédiatement et ainsi laisser le temps aux troupes de réserve de se mobiliser.

En matière de finances publiques, il faut cesser immédiatement cette hérésie catastrophique qui consiste à gaspiller sans prioriser les dépenses et à puiser dans la dette si nécessaire. L'endettement n'est pas une option. L'UDC Vaud a établi les priorités en matière de dépenses publiques.

Parce qu'il s'agit de la première des tâches régaliennes, autant historiquement que fondamentalement, la sécurité doit être au sommet des préoccupations en matière budgétaire. Les majorités politiques successives ayant dépensé les revenus fiscaux ailleurs, notre sécurité est devenue une sécurité de beau temps qui semble incapable de prévenir et de faire face à une menace sérieuse. Le récent piratage chez Ruag en témoigne. Depuis la nuit des temps, la sécurité physique des citoyennes et citoyens est la première priorité de l'autorité et doit le rester sans concession.

Les conditions-cadres économiques et agricoles viennent juste après. L'agriculture produit les denrées alimentaires nécessaires à la survie des gens de ce pays. L'économie, elle, génère la richesse nécessaire à la prospérité des individus et permet à l'Etat d'obtenir des moyens financiers grâce à la fiscalité. Sans de bonnes conditions-cadres économiques, la richesse et la prospérité diminuent. Les personnes n'ont plus ou alors moins de revenus et l'Etat s'appauvrit. En conséquence, le financement d'infrastructures performantes et accessibles renforce les conditions-cadres et garantissent la prospérité de notre société.

Vient ensuite la formation : il s'agit de bien former nos jeunes, qui sont la ressource indispensable à la pérennisation de notre modèle économique. Des jeunes bien formés sont des jeunes qui peuvent s'intégrer dans notre économie et ainsi s'enrichir tout en faisant prospérer notre pays. Si les jeunes d'aujourd'hui sont mal formés, ils mettent en danger notre compétitivité économique, donc nos conditions-cadres. En matière de formation scolaire, il convient de dénoncer les nombreuses hérésies idéologiques qui handicapent les jeunes vaudoises et vaudois dans le marché du travail. En effet, au département de Mme Lyon, on semble considérer que les enfants doivent être protégés contre les appétits de l'ogre capitaliste et de l'infâme patronat alors qu'il s'agit en fait de les préparer à devenir eux-mêmes des patrons.

Enfin, l'assistanat social vient en dernier et doit prioritairement exister pour les plus faibles d'entre nous, soit les enfants, les aînés, les malades et les handicapés. Parce que notre société ne saurait laisser de côté les accidentés et les démunis, une assistance ponctuelle et limitée doit être prévue pour leur permettre de réintégrer sereinement et sainement notre société. Or, l'assistanat social est aujourd'hui trahi par ses défenseurs qui l'ont vidé de sa dignité en distribuant généreusement et au mépris de ceux qui financent. Dans notre canton, on dépense plus pour l'assistance sociale que pour la formation scolaire. Que doit-on penser d'une société qui dépense plus pour panser ses plaies que pour former la génération montante ? Il est grand temps que le département de M. Maillard soit mis face à ses responsabilités. L'action commune que l'UDC a entreprise avec d'autres partis du centre-droite s'inscrit dans cette volonté.

En tant qu'initiateur de cette démarche, je tiens à exprimer publiquement ma reconnaissance aux membres du groupe de réflexion et aux différents acteurs ayant pris part à ce projet. Je suis particulièrement heureux de remettre au grand public cette contribution, certes perfectible, de notre parti et espère qu'elle sera accueillie avec intérêt et bienveillance. Je vous remercie de votre écoute.